

## Les ingénieurs de la Ville dénoncent un «gaspillage de cerveaux»

---



Par Laurence Houde-Roy

Les ingénieurs de la Ville de Montréal estiment qu'en augmentant le travail d'ingénieurs expérimentés actuellement sous-utilisés, la Ville pourrait éviter l'attribution de certains contrats aux firmes privées.

Le président du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (SPSPEM), André Émond, déplore qu'un certain nombre d'ingénieurs expérimentés à la Ville ne soient pas utilisés à leur plein potentiel. «On pourrait les mettre davantage à contribution, avance M. Émond. On dit aux ingénieurs praticiens que s'ils veulent améliorer leur sort, ils n'ont qu'à devenir cadres, parce que leur salaire plafonne avant même qu'ils n'atteignent 40 ans», déplore le président.

Ainsi, M. Émond croit que l'administration aurait avantage à faire une meilleure attribution de leurs tâches et offrir un plan de carrière plus évolué à ceux qui désirent rester praticiens.

«Il y a un problème de gestion des ressources humaines, c'est un gaspillage de cerveaux et de talent», clame M. Émond, qui compte créer prochainement un plan de communication pour dénoncer la situation.

«Je représente le syndicat et pourtant je dis: “mettez davantage les ingénieurs à contribution”. Normalement, c'est l'inverse!» – André Émond, président du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal, qui représente les ingénieurs de la Ville de Montréal

Alors que la Ville a attribué récemment un contrat de 4,7M\$ à SNC-Lavalin en services professionnels pour la réfection du réseau d'aqueduc, M. Émond estime qu'une réorganisation du travail permettrait d'éviter de tels contrats alloués pour combler un manque d'effectif.

«C'est [un contrat] pour des services usuels qu'une ville comme Montréal devrait être en mesure de faire par elle-même. En mettant davantage les ingénieurs à contribution, ça pourrait régler une partie du problème d'effectif», assure M. Émond.

Du côté de la Ville, Lionel Perez, responsable des infrastructures au comité exécutif, assure plutôt que les services administratifs utilisent le plein potentiel de leurs professionnels. «Mais si le syndicat veut proposer des cas spécifiques, je serais heureux de les entendre», ajoute M. Perez qui rappelle que les ingénieurs sont actuellement en négociation pour une nouvelle convention collective.

Pour justifier l'embauche à l'externe, il explique que la Ville est en «mode rattrapage de déficit» sur ses infrastructures, ce qui exige une surcharge de travail. « Une fois que le déficit est comblé, dans 5 ans, nous n'aurons plus besoin de tous ces postes supplémentaires. Pour bien gérer les fonds publics, on ne peut pas faire des embauches permanentes à l'interne», indique-t-il.